



Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Sommaire

Rapport semestriel d'activité du Groupe ASF au 30 juin 2012	3
Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ASF au 30 juin 2012	13
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle	41
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	43

Rapport semestriel d'activité du Groupe ASF au 30 juin 2012

Faits marquants de la période	4
Trafic	4
Tarifs	4
Péage	5
Investissements	5
Financements	7
Principales transactions avec les parties liées	7
Facteurs de risques	7
1. Chiffre d'affaires	8
1.1. Recettes de péage	9
1.2. Produits des installations commerciales	9
1.3. Produits des locations de fibres et pylônes	9
2. Résultats	10
2.1. Résultat opérationnel	10
2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	10
2.3. Charge d'impôt	11
2.4. Résultat net	11
3. Bilan	11
4. Flux de trésorerie	12
5. Comptes Sociaux	12
5.1. Chiffre d'affaires	12
5.2. Résultat net	12

Faits marquants de la période

Dans la continuité du dernier trimestre 2011 marqué par un contexte socio-économique dégradé, le trafic des six premiers mois de 2012 traduit l'évolution limitée du PIB et la hausse significative du prix des carburants de cette période.

L'effet calendaire lié à cette année bissextile et la hausse tarifaire du 1^{er} février 2012 ont toutefois permis au Groupe ASF de dégager une légère hausse de son chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année 2011.

Une gestion maîtrisée de ses dépenses a conduit une fois encore à l'amélioration de sa performance et tout particulièrement de son EBITDA qui, ramené au chiffre d'affaires, s'élève à 68,4 %.

Malgré des investissements importants réalisés durant la période, notamment ceux des chantiers de la section A89 Lyon/La Tour de Salvagny et de l'élargissement de l'A63, l'endettement du Groupe est proche de son niveau du début d'année.

En matière d'environnement, l'avancement du programme relatif au " Paquet Vert " est conforme aux attentes et la certification ISO 14001 a été, comme prévu, obtenue pour l'ensemble des Directions Régionales d'Exploitation de la société ASF.

Enfin, dans le domaine contractuel, le dialogue maintenu durant toute la période écoulée a permis une avancée très significative des négociations des Contrats de Plan 2012-2016 aujourd'hui entrés dans la phase d'obtention des autorisations nécessaires.

Trafic

L'évolution du trafic au cours de ce premier semestre doit être analysée en tenant compte des points suivants :

- une météorologie nettement moins favorable en 2012 avec la vague de froid qui a touché toute la France au mois de février et un printemps maussade par rapport à l'année 2011 ;
- le jour supplémentaire de cette année bissextile 2012 ;
- le prix du gazole, en augmentation moyenne de plus 5 % sur les six premiers mois de l'année après une hausse de 17 % pour l'année 2011.

ASF et Escota ont enregistré au cours du 1^{er} semestre 2012 un recul de leur trafic à réseau stable de 1,9 % par rapport au même semestre de l'année précédente :

- - 1,7 % pour les véhicules légers qui représentent 85 % du trafic total ;
- - 3,0 % pour les poids lourds.

Le nombre de kilomètres parcourus pour ASF et Escota s'est élevé à 15 852 millions pour ce 1^{er} semestre 2012 (16 160 millions pour la même période de 2011), soit une diminution de 1,9 %.

KMP (en millions)	1 ^{er} semestre 2012				1 ^{er} semestre 2011				Évolution (Groupe)	%
	ASF	Escota	ASF + Escota	%	ASF	Escota	ASF + Escota	%		
VL	10 668	2 835	13 503	85,2 %	10 873	2 866	13 739	85,0 %	(236)	- 1,7 %
PL	2 041	308	2 349	14,8 %	2 100	321	2 421	15,0 %	(72)	- 3,0 %
VL + PL	12 709	3 143	15 852	100,0 %	12 973	3 187	16 160	100,0 %	(308)	- 1,9 %

Le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur l'ensemble du réseau ressort à 28 643 véhicules/jour pour le 1^{er} semestre 2012 (29 329 véhicules/jour pour la même période de 2011), soit un recul de - 2,3 %.

Tarifs

L'indice de référence pour l'augmentation tarifaire du 1^{er} février 2012 était en hausse de 2,25 %.

Pour la société ASF :

L'augmentation moyenne des tarifs au 1^{er} février 2012 résultant des textes en vigueur a été de 2,42 % pour l'ensemble des classes de véhicules.

Pour la société Escota :

L'augmentation moyenne des tarifs au 1^{er} février 2012 a été de 2,05 % pour l'ensemble des classes de véhicules.

Péage

Les recettes de péage se sont élevées pour le 1^{er} semestre 2012 à 1 449,7 millions d'euros soit une progression de 0,5 % en comparaison des 1 442,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011.

Elles se répartissent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012			1 ^{er} semestre 2011			% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Chiffre d'affaires Péage	1 135,5	314,2	1 449,7	1 134,6	308,0	1 442,6	0,5 %

Le nombre de transactions payantes a diminué de 0,8 % avec 318,4 millions de transactions enregistrées au cours du 1^{er} semestre 2012 comparé à 320,9 millions pour la même période de 2011.

La fréquentation des voies automatiques augmente de 2,4 % avec 307,8 millions de transactions sur le 1^{er} semestre 2012 (300,6 millions de transactions au 1^{er} semestre de 2011).

Le taux de transactions traitées en voies automatiques a progressé au 1^{er} semestre 2012 pour atteindre 96,7 % (93,7 % au 1^{er} semestre 2011).

Cette progression notable est due :

- au déploiement de nouvelles voies automatiques ainsi qu'à l'augmentation de l'attractivité de celles déjà en exploitation sur le réseau et
- à la progression significative du télépéage VL.

La répartition des transactions par mode de collecte d'ASF et d'Escota est la suivante :

Nature transactions <i>(en millions)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Évolution 2012 vs 2011	Répartition	
				2012	2011
Voies manuelles	10,6	20,3	- 47,8 %	3,3 %	6,3 %
Voies automatiques	165,6	165,6	0,0 %	52,0 %	51,6 %
Télépéage	142,2	135,0	5,3 %	44,7 %	42,1 %
Sous-total voies automatiques et télépéage	307,8	300,6	2,4 %	96,7 %	93,7 %
Total	318,4	320,9	- 0,8 %	100,0 %	100,0 %

Le nombre d'abonnés au télépéage VL sur les deux sociétés au 30 juin 2012 est de 1 057 456 pour un nombre de badges en circulation de 1 327 530 (respectivement 883 053 et 1 100 180 au 30 juin 2011).

Investissements

ASF et Escota ont réalisé 481,4 millions d'euros d'investissements au cours du 1^{er} semestre 2012 comparé à 508,4 millions pour la même période de 2011, en baisse de 27 millions d'euros :

Type d'investissement <i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012			1 ^{er} semestre 2011			% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Construction nouvelles sections (*)	172,0		172,0	217,6		217,6	- 21,0 %
Investissements complémentaires sur autoroutes en service (*)	188,6	96,6	285,2	171,4	97,8	269,2	5,9 %
Immobilisation d'exploitation (*)	16,4	7,8	24,2	14,5	7,1	21,6	12,0 %
Total	377,0	104,4	481,4	403,5	104,9	508,4	- 5,3 %

(*) Y compris production immobilisée, intérêts intercalaires, subventions et participations financières.

Liaisons nouvelles

A89 – Balbigny/La Tour-de-Salvagny (53 km)

Les travaux progressent conformément à l'objectif contractuel de livraison de fin décembre 2012 :

- Les travaux de terrassement sont en voie d'achèvement. Ils se termineront courant juillet 2012.
- Les tabliers des huit viaducs du projet sont en place.
- Le génie civil des trois tunnels est terminé depuis début mai 2012 ; la pose des équipements est presque achevée sur les sites de Chalosset et de Bussière et se poursuit conformément à la planification sur celui de Violay.
- La mise en œuvre des chaussées est terminée dans le département de la Loire et est en cours côté Rhône.
- La réalisation des équipements d'exploitation se poursuit. La gare de Balbigny et la section courante entre Nervieux et Balbigny seront livrées dès début octobre 2012.

A87 Sorges/Mûrs Erigné (7 km)

Les travaux d'élargissement proprement dits de la section Sorges et Haute Perche (4,5 km) se sont achevés au cours du 1^{er} semestre 2012. Les travaux de parachèvement concernent principalement la mise en œuvre d'une nouvelle couche de roulement sur l'ensemble de la section, la fin de la réhabilitation de l'ancien viaduc ainsi que la mise en œuvre de dispositifs d'exploitation.

A89 Brive Nord/Saint-Germain-les-Vergnes (doublement de la RD9 – 4 km)

Les enquêtes publiques au titre de la DUP (Déclaration d'Utilité Publique), du parcellaire et de la police de l'eau se sont déroulées du 07 novembre 2011 au 09 décembre 2011. L'arrêté d'autorisation au titre de la police de l'eau a été obtenu le 19 mars 2012 et le décret de DUP est attendu pour le 09 juin 2013 au plus tard, après instruction en Conseil d'État.

Élargissements et aménagements de capacité

A63 – Biriadou/Ondres : élargissement à 2x3 voies (39 km)

- Les travaux du nœud autoroutier A63/A64 au niveau de Saint Pierre d'Irube ont été achevés en 2011 et le procès-verbal d'inspection des travaux et de la sécurité établi le 26 janvier 2012. La DM (Décision Ministérielle) autorisant la mise en service de la bifurcation a été prise le 25 avril 2012.
- La réhabilitation du viaduc existant sur l'Adour, engagée à l'automne 2011, est achevée et la circulation a été rétablie sur cet ouvrage le 25 mai 2012.
- L'ensemble des travaux d'élargissement de la section Biarritz/Ondres (18 km) progresse avec une avance significative par rapport au calendrier prévu, ce qui permet d'envisager une mise en circulation à 2x3 voies à l'été 2012, à 110 km/h (sous couvert d'un arrêté préfectoral " chantier ", dans l'attente d'une DM de mise en service envisageable à l'automne 2012).
- L'avancement de la section sud, Biriadou/Biarritz, reste subordonné aux discussions entre l'État et les collectivités locales sur le statut du péage à l'échangeur de Saint-Jean-de-Luz Sud.

A9 – Perpignan Nord/Perpignan Sud : élargissement à 2x3 voies (14 km)

- Les travaux en grande masse (terrassements, ouvrages hydrauliques, rétablissements de communication, chaussées y compris les écrans acoustiques et la signalisation verticale), engagés depuis septembre 2011, se poursuivent conformément à la planification. Ils concernent en première phase le sens Sud-Nord.
- L'objectif de mise en service à 2x3 voies de la section Perpignan Nord/Perpignan Sud reste le 30 juin 2013, au plus tard, conformément à l'engagement contractuel d'ASF.

A9 – Perpignan Sud/Le Boulou : élargissement à 2x3 voies (17 km)

- Les études de projet se poursuivent.
- Le foncier nécessaire au projet est entièrement maîtrisé et les procédures archéologiques sont terminées.
- Les commissions " Faune " et " Flore " du CNPN (Comité National de Protection de la Nature) ont remis leur avis sur les dossiers de demandes de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées. Les arrêtés préfectoraux au titre de cette procédure sont en attente.

- Les recensements de réseaux à dévoyer sont engagés.
- Les travaux de cette section devraient débiter dans la continuité de ceux de la section Perpignan Nord/Perpignan Sud pour une mise à 2x3 voies fin décembre 2016 au plus tard.

A9 – Dédoublage de l'autoroute A9 au droit de Montpellier (23 km)

- La mise en service de la section aménagée à 2x3 voies devrait intervenir au plus tard le 31 décembre 2017 suite à la décision du ministre du 29 septembre 2011 confirmant la réalisation du projet d'aménagement de l'autoroute A9 déclaré d'utilité publique le 30 avril 2007.
- Les procédures foncières et archéologiques qui avaient été suspendues par la DM du 05 mars 2009 ont repris, conformément à la demande des services de l'État du 21 octobre 2011. À fin juin 2012, 30 % du foncier nécessaire au projet est maîtrisé et 93 % des diagnostics archéologiques ont été effectués.
- Les conventions pour les dévoiements de réseaux sont en cours de mise en place et les travaux débiteront à partir d'octobre 2012.
- Le dossier de demande d'autorisation au titre de la police de l'eau a été déposé le 27 avril 2012, l'enquête publique est prévue du 24 septembre 2012 au 26 octobre 2012.
- Par ailleurs, les aménagements dans le cadre des mesures de réduction de la vitesse qui avaient été annoncées par le ministre le 29 septembre 2011 pour renforcer la sécurité des usagers de l'autoroute au droit de Montpellier ont été réalisés, et seront opérationnels à compter de début juillet 2012.

Autres investissements sur autoroutes en service

- Échangeur de Pellouailles : des bretelles complémentaires de cet échangeur, demandées par les collectivités locales, ont été réalisées et mises en service fin juin 2012.

Concernant Escota, les investissements portent notamment sur :

- les travaux de mise aux nouvelles normes de sécurité des tunnels sur l'A8 pour le contournement de Nice jusqu'à La Turbie et entre La Turbie et la frontière italienne ;
- les travaux d'élargissements de l'A50 à 2x3 voies de la section La Ciotat/Bandol.

Financements

Au cours du 1^{er} semestre 2012, ASF a émis un placement privé dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Note) pour un montant de 50 millions d'euros le 25 juin 2012 pour une durée de 11 ans.

Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note F.16. " Transactions avec les parties liées " de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

Facteurs de risques

Les principaux risques liés à l'exploitation auxquels le Groupe ASF pourrait être confronté tiennent en particulier au trafic et à l'acceptabilité du péage et des tarifs par les usagers, la quasi-totalité des revenus étant constituée par les recettes de péage. Le trafic peut également être affecté par le niveau de prix des carburants.

Les principaux risques financiers sont détaillés dans la note C.16. " Informations relatives à la gestion des risques financiers " du rapport financier annuel consolidé 2011.

1. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	% évolution
Chiffre d'affaires péages	1 449,7	1 442,6	0,5 %
Redevances des installations commerciales	20,6	20,4	1,0 %
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	12,5	11,3	10,6 %
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 482,8	1 474,3	0,6 %
Chiffre d'affaires travaux réalisé par les sociétés concessionnaires	338,7	427,1	- 20,7 %
Total chiffre d'affaires	1 821,5	1 901,4	- 4,2 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ASF pour les premiers semestres 2012 et 2011 se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	% évolution
Chiffre d'affaires péages	1 449,7	1 442,6	0,5 %
dont ASF	1 135,5	1 134,6	0,1 %
dont Escota	314,2	308,0	2,0 %
Redevances des installations commerciales	20,6	20,4	1,0 %
dont ASF	17,1	17,0	0,6 %
dont Escota	3,5	3,4	2,9 %
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	12,5	11,3	10,6 %
dont ASF	5,7	5,4	5,6 %
dont Escota	1,7	1,5	13,3 %
dont RTFM	0,8	0,7	14,3 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,3	1,2	8,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,9	2,4	20,8 %
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux	1 482,8	1 474,3	0,6 %
dont ASF	1 158,3	1 157,0	0,1 %
dont Escota	319,4	312,9	2,1 %
dont RTFM	0,8	0,7	14,3 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,3	1,2	8,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,9	2,4	20,8 %
Chiffre d'affaires travaux	338,7	427,1	- 20,7 %
dont ASF	268,1	349,8	- 23,4 %
dont Escota	70,6	77,3	- 8,7 %
Chiffre d'affaires	1 821,5	1 901,4	- 4,2 %
dont ASF	1 426,4	1 506,8	- 5,3 %
dont Escota	390,0	390,2	- 0,1 %
dont RTFM	0,8	0,7	14,3 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,3	1,2	8,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,9	2,4	20,8 %

L'analyse comparative des chiffres d'affaires (hors chiffre d'affaires travaux) pour les sociétés ASF et Escota se présente ainsi :

Produits (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012			1 ^{er} semestre 2011			Évolution (Groupe)	% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota		
Recettes de péage	1 135,5	314,2	1 449,7	1 134,6	308,0	1 442,6	7,1	0,5 %
Installations Commerciales	17,1	3,5	20,6	17,0	3,4	20,4	0,2	1,0 %
Fibres et pylônes	5,7	1,7	7,4	5,4	1,5	6,9	0,5	7,2 %
Total Chiffre d'affaires	1 158,3	319,4	1 477,7	1 157,0	312,9	1 469,9	7,8	0,5 %

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2012 (hors chiffre d'affaires travaux) des seules sociétés ASF et Escota s'établit à 1 477,7 millions d'euros, soit une progression de 0,5 % par rapport à la même période de 2011 (1 469,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

1.1. Recettes de péage

Les recettes de péage enregistrent une progression de 0,5 % ; elles se sont élevées à 1 449,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012 (1 442,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Cette évolution résulte de la combinaison des deux principaux facteurs suivants :

- effet trafic à réseau stable : - 1,9 % ;
- effet tarif et remises : + 2,4 %.

Les recettes de péage se ventilent ainsi par nature de moyens de paiement :

Produits (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012			1 ^{er} semestre 2011			Évolution (Groupe)	% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota		
Paiements immédiats	100,0	44,0	144,0	121,2	48,6	169,8	(25,8)	- 15,2 %
Abonnés	13,8	58,8	72,6	13,4	57,3	70,7	1,9	2,7 %
Télépéage	548,6	105,0	653,6	515,1	93,5	608,6	45,0	7,4 %
Cartes Bancaires	380,0	86,6	466,6	388,1	86,8	474,9	(8,3)	- 1,7 %
Cartes Accréditives	92,7	19,6	112,3	96,5	21,6	118,1	(5,8)	- 4,9 %
Refacturations	0,4	0,2	0,6	0,3	0,2	0,5	0,1	20,0 %
Recettes de Péages	1 135,5	314,2	1 449,7	1 134,6	308,0	1 442,6	7,1	0,5 %

1.2. Produits des installations commerciales

Le chiffre d'affaires des installations commerciales de 20,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 est en hausse de 1,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2011 (20,4 millions d'euros).

1.3. Produits des locations de fibres et pylônes

Les produits de l'activité de location de fibres optiques et de pylônes de 7,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 sont en hausse de 7,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2011 (6,9 millions d'euros).

2. Résultats

2.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 741,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une progression de 0,2 % (1,7 million d'euros) par rapport à la même période de 2011 (740,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Au-delà de la hausse du chiffre d'affaires de l'activité, cette amélioration résulte de la baisse des charges opérationnelles (6,8 %) qui s'élèvent à 1 086,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (1 166,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011). Elles intègrent notamment les charges de construction engagées pour la réalisation des ouvrages concédés qui ont diminué de 20,7 % passant de 427,1 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 à 338,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012.

Hors charges de construction, les charges opérationnelles sont de 748,2 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012 (739,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011), soit une progression de 1,1 %.

Parmi les éléments contribuant à cette variation, on peut noter :

- la hausse de 5,8 % des "**achats consommés nets**" qui s'élèvent à 14,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (13,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011). Cette hausse de 0,8 million d'euros correspond essentiellement aux charges relatives à la période hivernale sur le 1^{er} semestre 2012 comparativement à la même période de 2011 qui était plus favorable ;
- la baisse de 17,7 % des "**charges externes**" (services extérieurs, personnel intérimaire, sous-traitance et charges de construction des sociétés concessionnaires et autres produits et charges opérationnels) qui passent de 519,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à 427,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en diminution de 91,9 millions d'euros. Cette diminution intègre notamment les charges de construction engagées pour la réalisation des ouvrages concédés qui ont diminué de 20,7 % passant de 427,1 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 à 338,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012.

Hors charges de construction, les charges externes sont en baisse de 3,8 %. Elles passent de 92,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à 89,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

- l'augmentation de 1,5 % des "**impôts et taxes**" : 198,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012 (195,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011) ;
- la hausse de 0,6 % des "**charges de personnel**" : 175,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012 (174,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011) ;
- la hausse de 4,2 % des "**amortissements**" nets : 283,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (272,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) ;
- la baisse des "**dotations nettes aux provisions**" qui génèrent un produit de 12,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (produit de 8,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) ;
- la hausse des charges relatives aux "**paiements en actions**" qui se sont élevées à 1,9 million d'euros au 1^{er} semestre 2012 (1,5 million d'euros au 1^{er} semestre 2011) ;
- la diminution de la quote-part de "**résultats des sociétés mises en équivalence**" qui est passée d'un profit de 4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à un profit de 1,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2012.

2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net, en baisse de 1,8 %, s'élève à 229,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (233,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Cette diminution nette de 4,1 millions d'euros s'explique principalement par l'effet favorable :

- du refinancement, en 2011 et 2012, de dettes dont le taux est supérieur au taux moyen de la période et
- de la baisse des taux courts sur le coût des dettes à taux variables et à taux variables capés.

Les autres produits et charges financiers font ressortir un produit net de 22,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 à comparer à un produit net de 28,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

2.3. Charge d'impôt

La charge d'impôt, correspondant à l'impôt sur les sociétés et les impôts différés, est de 193,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de 3,9 % par rapport à la même période de 2011 (186,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Le taux effectif d'impôt est proche de 36,2 % sur le 1^{er} semestre 2012 (35,1 % sur le 1^{er} semestre 2011).

Cette augmentation du taux effectif d'impôt provient pour l'essentiel de l'application sur le 1^{er} semestre 2012 de la majoration de 5 % de l'impôt dû par les sociétés françaises dont le chiffre d'affaires excède 250 millions d'euros applicable depuis la fin d'année 2011.

2.4. Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 340,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en diminution de 2,1 % par rapport à celui de la même période de 2011 (348,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Le résultat net part du Groupe par action est de 1,476 euro par action pour le 1^{er} semestre 2012 (1,507 euro par action pour le 1^{er} semestre 2011).

La part des intérêts minoritaires reste stable à 0,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2012 comme au 1^{er} semestre 2011.

3. Bilan

Le total des actifs non courants inscrits au bilan au 30 juin 2012 est de 13 087,0 millions d'euros en valeur nette soit une augmentation de 334,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011 (12 752,8 millions d'euros).

Cette augmentation est principalement liée à la progression au 1^{er} semestre 2012 de la valeur brute des immobilisations de construction et d'exploitation acquises (484,1 millions d'euros) supérieure à celle des amortissements (290,1 millions d'euros).

Elle tient compte également de l'augmentation de la juste valeur des produits dérivés actifs de 135,9 millions d'euros et de l'augmentation des participations dans les sociétés mises en équivalence de 1,5 million d'euros.

Le total de l'actif courant, soit 551,2 millions d'euros au 30 juin 2012 est en diminution de 9,7 millions d'euros (560,9 millions d'euros au 31 décembre 2011) du fait principalement de la baisse des autres actifs courants d'exploitation de 19,8 millions d'euros et des disponibilités et équivalents de trésorerie de 26,5 millions d'euros, partiellement compensée par la hausse des clients de 7,2 millions d'euros, des actifs d'impôt exigible de 16,7 millions d'euros et de la juste valeur des produits dérivés actifs courants de 12,4 millions d'euros.

Les capitaux propres part du Groupe augmentent de 252,1 millions d'euros et s'élèvent au 30 juin 2012 à 351,3 millions d'euros (99,2 millions d'euros au 31 décembre 2011). Cette augmentation résulte principalement du résultat du 1^{er} semestre 2012 de 340,9 millions d'euros diminué par le résultat enregistré directement en capitaux propres de 29,5 millions d'euros et la distribution du solde du dividende ordinaire et du report à nouveau disponible de l'exercice 2011 de 55,4 millions d'euros.

Le total des passifs non courants au 30 juin 2012 s'élève à 10 029,8 millions d'euros (10 263,1 millions d'euros au 31 décembre 2011), soit une diminution de 233,3 millions d'euros due principalement à la diminution nette des emprunts obligataires et autres emprunts et dettes financières de 268,4 millions d'euros et des impôts différés passifs de 15,4 millions d'euros compensée partiellement par l'augmentation de la juste valeur des produits dérivés passifs non courants de 47,3 millions d'euros et des autres passifs non courants de 2,6 millions d'euros.

Le total des passifs courants s'établit à 3 253,6 millions d'euros au 30 juin 2012 en hausse de 305,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011 (2 948,4 millions d'euros). Cette hausse est due principalement à l'augmentation de la dette financière courante de 351,7 millions d'euros et de la juste valeur des produits dérivés passifs courants de 8,3 millions d'euros partiellement compensée par la baisse des passifs d'impôt exigible de 39,9 millions d'euros, des fournisseurs de 4,4 millions d'euros et des autres passifs courants de 11,7 millions.

Après prise en compte de ces différents éléments, **l'endettement financier net du Groupe** s'élève à 11 291,4 millions d'euros au 30 juin 2012 (11 273,7 millions d'euros au 31 décembre 2011) en augmentation de 17,7 millions d'euros.

4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du Groupe fait apparaître **une trésorerie nette de clôture** de 41,6 millions d'euros en diminution de 27,0 millions d'euros par rapport à la trésorerie d'ouverture (68,6 millions d'euros).

Cette variation s'analyse comme suit :

- le Groupe dégage **une capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt** (CAFICE) de 1 014,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit près de 1,6 % de plus que la CAFICE du 1^{er} semestre 2011 (998,2 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'élèvent à 514,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 soit près de 6,6 % de plus par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2011 (482,5 millions d'euros) ;
- **les flux nets liés aux opérations d'investissements** représentent 451,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 soit près de 15,6 % de plus par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2011 (390,4 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement** sont négatifs de 90,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 à comparer à des flux négatifs de 46,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Ils intègrent pour l'essentiel les dividendes payés aux actionnaires d'ASF (55,4 millions d'euros), les remboursements d'emprunts long terme (15,1 millions d'euros) et les variations négatives des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes (72,0 millions d'euros), partiellement compensés par l'encaissement du nouvel emprunt (52,2 millions d'euros).

5. Comptes Sociaux

5.1. Chiffre d'affaires

Au niveau des comptes sociaux de la société ASF, le chiffre d'affaires s'établit pour le 1^{er} semestre 2012 à 1 158,3 millions d'euros, soit une progression de 0,1 % par rapport à la même période de 2011 (1 157,0 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011).

5.2. Résultat net

Le résultat net du 1^{er} semestre 2012 s'établit à 279,0 millions d'euros, en baisse de 34,0 % par rapport à la même période de 2011 (422,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Il intègre notamment un montant de dividende reçu de la filiale Escota de 30,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (178,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ASF au 30 juin 2012

ÉTATS FINANCIERS	14
Compte de résultat consolidé de la période	14
État du résultat global consolidé de la période	15
Bilan consolidé actif	16
Bilan consolidé passif	17
Tableau des flux de trésorerie consolidés	18
Variation des capitaux propres consolidés	19
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS	20
A. Saisonnalité de l'activité	21
B. Principes comptables et méthodes d'évaluation	21
C. Information sectorielle	24
D. Notes relatives au compte de résultat	24
E. Notes relatives au bilan	28
F. Autres notes	38
G. Note sur les litiges	38
H. Événements postérieurs à la clôture	39

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat consolidé de la période

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
Chiffre d'affaires (*)	D.1.	1 482,8	1 474,3	3 170,2
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires		338,7	427,1	845,5
Chiffre d'affaires total		1 821,5	1 901,4	4 015,7
Produits des activités annexes		7,7	2,9	12,5
Charges opérationnelles	D.2.	(1 086,9)	(1 166,8)	(2 380,1)
Résultat opérationnel sur activité	D.2.	742,3	737,5	1 648,1
Paiement en actions (IFRS 2)	D.2.	(1,9)	(1,5)	(4,7)
Résultats des sociétés mises en équivalence		1,3	4,0	5,6
Résultat opérationnel	D.2.	741,7	740,0	1 649,0
Coût de l'endettement financier brut		(229,7)	(233,6)	(470,3)
Produits financiers des placements de trésorerie		0,6	0,4	1,4
Coût de l'endettement financier net	D.3.	(229,1)	(233,2)	(468,9)
Autres produits financiers	D.3.	35,4	28,4	62,7
Autres charges financières	D.3.	(12,9)	(0,2)	(9,1)
Impôts sur les bénéfices	D.4.	(193,5)	(186,2)	(443,5)
Résultat net		341,6	348,8	790,2
Résultat net – part des intérêts minoritaires		0,7	0,7	1,4
Résultat net – part du Groupe		340,9	348,1	788,8
Résultat net par action part du Groupe	D.5.			
Résultat net par action (en euros)		1,476	1,507	3,415
Résultat net dilué par action (en euros)		1,476	1,507	3,415

(*) Hors chiffres d'affaires travaux.

État du résultat global consolidé de la période

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
Résultat net (y compris part des minoritaires)		341,6	348,8	790,2
Instrument financiers : variations de juste valeur	E.10.2.	(44,7)	(0,9)	(66,9)
dont :				
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>		(0,5)	0,1	0,1
<i>Couverture de flux de trésorerie (*)</i>		(44,2)	(1,0)	(67,0)
Écarts de conversion		0,2	(0,2)	0,5
Impôt (**)	E.10.2.	15,2	0,3	23,5
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres		(29,3)	(0,8)	(42,9)
Résultat global		312,3	348,0	747,3
dont :				
Part du Groupe		311,6	347,3	745,9
Part des intérêts minoritaires		0,7	0,7	1,4

(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(**) Dont + 15,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 d'effets d'impôts rattachés aux variations de juste valeur des instruments financiers (+ 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2011), dont + 0,2 million d'euros au 1^{er} semestre 2012 relatifs aux actifs financiers disponibles à la vente (+ 0,0 million d'euros au 1^{er} semestre 2011) et + 15,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 relatifs aux couvertures de flux de trésorerie (part efficace) (+ 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	E.6.	11 693,7	11 347,6	11 560,0
Autres immobilisations incorporelles		44,7	34,9	41,4
Immobilisations corporelles	E.7.	835,8	740,5	775,4
Participations dans les sociétés mises en équivalence	E.8.	14,7	10,8	13,2
Autres actifs financiers non courants	E.9.	12,0	12,9	12,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	E.14.	486,1	154,8	350,2
Total actifs non courants		13 087,0	12 301,5	12 752,8
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	E.13.1.	9,4	9,6	9,4
Clients	E.13.1.	239,6	214,8	232,4
Autres actifs courants d'exploitation	E.13.1.	137,8	127,3	157,6
Autres actifs courants hors exploitation		11,9		11,5
Actifs d'impôt exigible		16,8	20,3	0,1
Autres actifs financiers courants			0,4	
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	E.14.	93,5	83,8	81,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	E.14.	0,1	0,3	0,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	E.14.	42,1	98,9	68,6
Total actifs courants		551,2	555,4	560,9
Total actifs		13 638,2	12 856,9	13 313,7

Bilan consolidé passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capitaux propres				
Capital social		29,3	29,3	29,3
Primes liées au Capital				
Réserves consolidées		149,7	281,5	(579,6)
Réserves de conversion		0,9	(0,2)	0,7
Résultat net – part du Groupe		340,9	348,1	788,8
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	E.10.2.	(169,5)	(97,2)	(140,0)
Capitaux propres – part du Groupe		351,3	561,5	99,2
Intérêts minoritaires	E.10.4.	3,5	3,3	3,0
Total capitaux propres		354,8	564,8	102,2
Passifs non courants				
Provisions non courantes	E.12.	85,4	84,6	84,8
Emprunts obligataires	E.14.	4 799,9	3 773,1	4 614,2
Autres emprunts et dettes financières	E.14.	4 848,4	5 618,2	5 302,5
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	E.14.	152,9	68,6	105,6
Autres passifs non courants		14,9	15,2	12,3
Impôts différés passifs		128,3	162,8	143,7
Total passifs non courants		10 029,8	9 722,5	10 263,1
Passifs courants				
Provisions courantes	E.13.2.	352,4	352,2	351,7
Fournisseurs	E.13.1.	63,5	58,7	67,9
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	E.14.	37,5	30,5	29,2
Autres passifs courants d'exploitation	E.13.1.	337,4	345,6	341,2
Autres passifs courants hors exploitation		388,2	359,0	396,1
Passifs d'impôt exigible		0,1		40,0
Dettes financières courantes	E.14.	2 074,0	1 423,6	1 722,3
Trésorerie passive	E.14.	0,5		
Total passifs courants		3 253,6	2 569,6	2 948,4
Total passifs et capitaux propres		13 638,2	12 856,9	13 313,7

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
Résultat net consolidé de la période (y compris les intérêts minoritaires)	341,6	348,8	790,2
Dotations nettes aux amortissements	283,4	272,1	553,1
Dotations (reprises) nettes aux provisions	(1,3)	0,6	1,7
Païement en actions (IFRS 2) et autres retraitements	5,5	(8,9)	(2,0)
Résultat sur cessions	(0,8)	(1,5)	(4,7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers			
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(1,7)	(4,2)	(5,9)
Coûts d'emprunt immobilisés	(35,0)	(28,1)	(59,4)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	229,1	233,2	468,9
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	193,5	186,2	443,5
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	1 014,3	998,2	2 185,4
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	(4,2)	6,1	(54,5)
Impôts payés	(247,6)	(253,1)	(446,0)
Intérêts financiers nets payés	(248,0)	(268,7)	(461,2)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Flux de trésorerie liés à l'activité I	514,5	482,5	1 223,7
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>(10,9)</i>	<i>(8,4)</i>	<i>(19,4)</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Investissements opérationnels (nets de cessions)	(10,9)	(8,4)	(19,4)
Cash flow opérationnel	503,6	474,1	1 204,3
<i>Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)</i>	<i>(440,7)</i>	<i>(382,5)</i>	<i>(841,2)</i>
<i>Cession des immobilisations du domaine concédé</i>	<i>(0,3)</i>		
Investissements du domaine concédé	(441,0)	(382,5)	(841,2)
Cash flow libre (après investissements)	62,6	91,6	363,1
<i>Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>			
<i>Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>			
<i>Incidence nette des variations de périmètre</i>			
Investissements financiers nets			
Autres	0,7	0,5	0,9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements II	(451,2)	(390,4)	(859,7)
Dividendes payés			
- aux actionnaires d'ASF	(55,4)	(471,2)	(1 330,4)
- aux minoritaires des sociétés intégrées	(0,2)	(1,3)	(2,4)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	52,2		639,8
Remboursements d'emprunts long terme	(15,1)	(498,5)	(637,6)
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes	(72,0)	924,1	981,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement III	(90,5)	(46,9)	(349,2)
Variation de la trésorerie nette I + II + III	(27,2)	45,2	14,8
Trésorerie nette à l'ouverture	68,6	53,8	53,8
Autres variations	0,2	(0,1)	
Trésorerie nette à la clôture	41,6	98,9	68,6
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	72,0	(924,1)	(981,4)
(Émission) remboursement des emprunts	(37,1)	498,5	(2,2)
Autres variations	(25,6)	34,5	(74,7)
Variation de l'endettement net	(17,7)	(346,0)	(1 043,5)
Endettement net en début de période	(11 273,7)	(10 230,2)	(10 230,2)
Endettement net en fin de période	(11 291,4)	(10 576,2)	(11 273,7)

Variation des capitaux propres consolidés

	Capitaux propres part du Groupe							
	Capital social	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Capitaux propres 31/12/2010	29,3	21,2	733,7	0,2	(96,6)	687,8	4,0	691,8
Résultat net de la période			348,1			348,1	0,7	348,8
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(0,2)	(0,6)	(0,8)		(0,8)
Résultat global de la période			348,1	(0,2)	(0,6)	347,3	0,7	348,0
Affectation de résultat et dividendes distribués		262,5	(733,7)			(471,2)	(1,3)	(472,5)
Variation de périmètre (voir note E.8.)		3,0		(0,2)		2,8	(0,1)	2,7
Paiement en actions (IFRS 2)		(5,2)				(5,2)		(5,2)
Capitaux propres 30/06/2011	29,3	281,5	348,1	(0,2)	(97,2)	561,5	3,3	564,8
Résultat net de la période			440,7			440,7	0,7	441,4
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				0,7	(42,8)	(42,1)		(42,1)
Résultat global de la période			440,7	0,7	(42,8)	398,6	0,7	399,3
Affectation de résultat et dividendes distribués		(859,2)				(859,2)	(1,1)	(860,3)
Variation de périmètre (voir note E.8.)		(3,0)		0,2		(2,8)	0,1	(2,7)
Paiements en actions (IFRS 2)		1,1				1,1		1,1
Capitaux propres 31/12/2011	29,3	(579,6)	788,8	0,7	(140,0)	99,2	3,0	102,2
Résultat net de la période			340,9			340,9	0,7	341,6
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				0,2	(29,5)	(29,3)		(29,3)
Résultat global de la période			340,9	0,2	(29,5)	311,6	0,7	312,3
Affectation de résultat et dividendes distribués		733,4	(788,8)			(55,4)	(0,2)	(55,6)
Paiements en actions (IFRS 2)		(4,1)				(4,1)		(4,1)
Capitaux propres 30/06/2012	29,3	149,7	340,9	0,9	(169,5)	351,3	3,5	354,8

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

A.	Saisonnalité de l'activité	21
B.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	21
C.	Information sectorielle	24
D.	Notes relatives au compte de résultat	24
D.1.	Chiffre d'affaires	24
D.2.	Résultat opérationnel	26
D.3.	Charges et produits financiers	27
D.4.	Impôts sur les bénéfices	27
D.5.	Résultat par action	27
E.	Notes relatives au bilan	28
E.6.	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	28
E.7.	Immobilisations corporelles	29
E.8.	Participations dans les sociétés mises en équivalence	29
E.9.	Autres actifs financiers non courants et Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	30
E.10.	Capitaux propres (hors paiement en actions)	31
E.11.	Paiement en actions	32
E.12.	Provisions non courantes	32
E.13.	Besoin en fonds de roulement et provisions courantes	33
E.14.	Informations relatives à l'endettement financier net	35
E.15.	Informations relatives à la gestion des risques financiers	37
F.	Autres notes	38
F.16.	Transactions avec les parties liées	38
F.17.	Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession	38
G.	Note sur les litiges	38
H.	Événements postérieurs à la clôture	39
	Versement d'un acompte sur dividende	39
	Rapport annuel d'exécution	39
	Émission obligataire par ASF dans le cadre de son programme EMTN	39
	Ligne de crédit	39

A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par la saisonnalité de l'activité du Groupe.

En effet, dans les sociétés de concessions autoroutières, le volume d'activité sur le premier semestre est inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale. Au cours des derniers exercices, le chiffre d'affaires du premier semestre représentait environ 46 % à 47 % du chiffre d'affaires de l'année, selon les réseaux et selon les années.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre, en raison du faible niveau des encaissements durant cette période et du profil de dégagement du cash flow d'exploitation, dont la plus grande partie est réalisée au second semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté semestriel.

Les charges et produits facturés sur une base annuelle (ex. redevances de brevets, licences) sont pris en compte sur la base d'une estimation annuelle au prorata de la période écoulée.

Les risques nés dans le semestre sont provisionnés à la clôture de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

B.1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 " Information financière intermédiaire ". Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 juillet 2012. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2012 sont les mêmes que ceux utilisés pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2012 (voir note B.1.1. " Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 ").

B.1.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012. Elles concernent principalement :

- IFRS 7 amendée " Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ".

B.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2012

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2012 :

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 " Consolidation " ;
- IFRS 11 " Accords conjoints " ;
- IFRS 12 " Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités " ;

- IAS 27 révisée " États financiers individuels " ;
- IAS 28 révisée " Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ".

Autres normes :

- IFRS 7 amendée " Informations à fournir sur les compensations d'actifs financiers et de passifs financiers " ;
- IAS 32 amendée " Compensation d'actifs et de passifs financiers " ;
- IFRS 9 " Classification et évaluation des instruments financiers " ;
- IFRS 13 " Évaluation à la juste valeur " ;
- IAS 1 amendée " Présentation des éléments du résultat global " ;
- IAS 19 amendée " Avantages au personnel ".

Normes non encore approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 :

- IAS 12 amendée " Recouvrement des actifs sous-jacents ".

Le Groupe ASF mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

B.2. Méthodes de consolidation

B.2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Aucune acquisition ni aucune cession ne sont intervenues sur le premier semestre 2012.

Les sociétés dont ASF détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés Escota, Radio Trafic FM (RTFM), Jamaican Infrastructure Operator (JIO), Truck Etape et Openly.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cela concerne les actions détenues dans les sociétés Transjamaican Highway et Axxès.

Les comptes consolidés ASF regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 1^{er} janvier 2012 :

(en nombre de sociétés)	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger
Intégration globale	6	5	1	6	5	1	6	5	1
Mise en équivalence	2	1	1	2	1	1	2	1	1
Total	8	6	2	8	6	2	8	6	2

B.2.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises consolidées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

B.2.3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écarts de conversion dans les réserves consolidées.

B.2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change utilisés à des fins de financement à long terme (dont le remboursement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible) ou de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

B.2.5. Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle

Conformément à IAS 27 révisée, les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans changement de contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans des entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une opération de capitaux propres, sans impact sur le résultat.

B.3. Règles et méthodes d'évaluation

B.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Dans le contexte actuel de crise économique touchant de nombreux pays, notamment en Europe, les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2) ;
- évaluations des engagements de retraite ;
- évaluations des provisions ;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19) ;
- valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

B.3.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêts intermédiaires

B.3.2.1. Évaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour l'exercice 2012 (y compris la fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

B.3.2.2. Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraite est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2012 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2011.

C. Information sectorielle

Le Groupe ASF est géré en un seul segment d'activité, l'activité de perception du péage à laquelle sont rattachées les redevances annexes (d'installations commerciales, de locations de mise à disposition de fibres optiques, de stations de télécommunications, d'emplacements de parking PL).

D. Notes relatives au compte de résultat

D.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Variation 2012/2011	Exercice 2011
Chiffre d'affaires péages	1 449,7	1 442,6	0,5 %	3 103,1
Redevances des installations commerciales	20,6	20,4	1,0 %	43,6
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	12,5	11,3	10,6 %	23,5
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 482,8	1 474,3	0,6 %	3 170,2
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	338,7	427,1	- 20,7 %	845,5
Total chiffre d'affaires	1 821,5	1 901,4	- 4,2 %	4 015,7

La ventilation du Chiffre d'affaires en France et à l'Étranger et par société du Groupe est la suivante :

1^{er} semestre 2012

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France					À l'Étranger		Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2012
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
Chiffre d'affaires péages	1 135,5	314,2				1 449,7		1 449,7
Redevances des installations commerciales	17,1	3,5				20,6		20,6
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,7	1,7	0,8	0,1	1,3	9,6	2,9	12,5
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 158,3	319,4	0,8	0,1	1,3	1 479,9	2,9	1 482,8
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,3 %	21,6 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,1 %	21,5 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	268,1	70,6				338,7		338,7
Total chiffre d'affaires	1 426,4	390,0	0,8	0,1	1,3	1 818,6	2,9	1 821,5

1^{er} semestre 2011

	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2011
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	1 134,6	308,0				1 442,6		1 442,6
Redevances des installations commerciales	17,0	3,4				20,4		20,4
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,4	1,5	0,7	0,1	1,2	8,9	2,4	11,3
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 157,0	312,9	0,7	0,1	1,2	1 471,9	2,4	1 474,3
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,6 %	21,3 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,5 %	21,2 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	349,8	77,3				427,1		427,1
Total chiffre d'affaires	1 506,8	390,2	0,7	0,1	1,2	1 899,0	2,4	1 901,4

Exercice 2011

	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger	Chiffre d'affaires Exercice 2011
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	2 455,4	647,7				3 103,1		3 103,1
Redevances des installations commerciales	36,5	7,1				43,6		43,6
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	10,6	3,3	1,9	0,3	2,4	18,5	5,0	23,5
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	2 502,5	658,1	1,9	0,3	2,4	3 165,2	5,0	3 170,2
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	79,1 %	20,8 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,9 %	20,8 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	673,9	171,6				845,5		845,5
Chiffre d'affaires	3 176,4	829,7	1,9	0,3	2,4	4 010,7	5,0	4 015,7

D.2. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
Chiffre d'affaires (*)	1 482,8	1 474,3	3 170,2
Chiffre d'affaires travaux	338,7	427,1	845,5
Chiffre d'affaires total	1 821,5	1 901,4	4 015,7
Produits des activités annexes	7,7	2,9	12,5
Achats consommés	(14,5)	(13,7)	(28,9)
Services extérieurs	(81,6)	(86,4)	(184,1)
Personnel intérimaire	(1,2)	(1,7)	(5,2)
Sous-traitance et charges de construction des sociétés concessionnaires	(346,2)	(433,6)	(857,7)
Impôts et taxes	(198,4)	(195,4)	(420,7)
Charges de personnel	(175,4)	(174,4)	(351,4)
Autres produits et charges opérationnels	1,2	2,0	3,0
Amortissements	(283,4)	(272,1)	(553,1)
Dotations nettes aux provisions	12,6	8,5	18,0
Charges opérationnelles	(1 086,9)	(1 166,8)	(2 380,1)
Résultat opérationnel sur activité	742,3	737,5	1 648,1
% du chiffre d'affaires (*)	50,1 %	50,0 %	52,0 %
Paiement en actions (IFRS 2)	(1,9)	(1,5)	(4,7)
Résultats des sociétés mises en équivalence	1,3	4,0	5,6
Résultat opérationnel	741,7	740,0	1 649,0
% du chiffre d'affaires (*)	50,0 %	50,2 %	52,0 %

(*) Hors chiffre d'affaires travaux.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant effets des paiements en actions (IFRS 2) et de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence.

D.3. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
Coût de l'endettement financier brut	(229,7)	(233,6)	(470,3)
Produits financiers des placements de trésorerie	0,6	0,4	1,4
Coût de l'endettement financier net	(229,1)	(233,2)	(468,9)
Autres produits financiers	35,4	28,4	62,7
Autres charges financières	(12,9)	(0,2)	(9,1)
Autres charges et produits financiers	22,5	28,2	53,6

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 229,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en amélioration de 4,1 millions d'euros (233,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) (voir note 2.2. du rapport semestriel d'activité).

Les autres produits financiers intègrent notamment les coûts d'emprunts immobilisés sur les ouvrages du domaine concédé en cours de construction pour 35,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (28,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011), en hausse de 6,9 millions d'euros.

Les autres charges financières comprennent notamment les coûts d'actualisation relatifs aux actifs et passifs à plus d'un an pour un montant de 12,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (0,2 million d'euros au 1^{er} semestre 2011). Ces coûts d'actualisation portent pour l'essentiel sur les provisions pour engagements de retraite à hauteur de 2,5 millions d'euros de charges au 1^{er} semestre 2012 (2,5 millions d'euros de charges au 1^{er} semestre 2011) et les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés à hauteur de 9,9 millions d'euros de charges au 1^{er} semestre 2012 (2,3 millions d'euros de produits au 1^{er} semestre 2011).

D.4. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 193,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (186,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Le taux effectif d'impôt est de 36,2 % sur le 1^{er} semestre 2012 (35,1 % sur le 1^{er} semestre 2011).

Cette augmentation du taux effectif d'impôt provient pour l'essentiel de l'application sur le 1^{er} semestre 2012 de la majoration de 5 % de l'impôt sur les bénéfices dû par les sociétés françaises dont le chiffre d'affaires excède 250 millions d'euros intervenue en fin d'année 2011.

D.5. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002. La société n'a pas acheté ses propres actions. Enfin, la société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions pondéré à prendre en considération pour le calcul au 1^{er} semestre 2012, comme au 1^{er} semestre 2011, du résultat par action tant de base que dilué est de 230 978 001. Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

E. Notes relatives au bilan

E.6. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts des infrastructures	Avances et Encours	Subventions d'investissements	Total
Valeur brute				
Au 01/01/2011	16 584,2	1 398,7	(311,1)	17 671,8
Acquisitions de la période (*)	70,0	835,0	(13,3)	891,7
Sorties de la période	(1,2)			(1,2)
Autres mouvements	262,7	(263,5)		(0,8)
Au 31/12/2011	16 915,7	1 970,2	(324,4)	18 561,5
Acquisitions de la période(**)	16,2	357,5	(1,2)	372,5
Sorties de la période	(0,6)			(0,6)
Autres mouvements	78,6	(83,7)		(5,1)
Au 30/06/2012	17 009,9	2 244,0	(325,6)	18 928,3
Amortissements				
Au 01/01/2011	6 654,1	0,0	(105,0)	6 549,1
Amortissements de la période	460,6		(8,1)	452,5
Sorties de la période	(0,1)			(0,1)
Autres mouvements				0,0
Au 31/12/2011	7 114,6	0,0	(113,1)	7 001,5
Amortissements de la période	237,2		(4,1)	233,1
Sorties de la période				0,0
Autres mouvements				0,0
Au 30/06/2012	7 351,8	0,0	(117,2)	7 234,6
Valeur nette				
Au 01/01/2011	9 930,1	1 398,7	(206,1)	11 122,7
Au 31/12/2011	9 801,1	1 970,2	(211,3)	11 560,0
Au 30/06/2012	9 658,1	2 244,0	(208,4)	11 693,7

(*) Y compris frais financiers immobilisés.

Les investissements du 1^{er} semestre 2012 dans les nouveaux projets en concession par le Groupe ASF s'élèvent à 372,5 millions d'euros (891,7 millions d'euros pour l'année 2011).

Les coûts d'emprunts incorporés au 1^{er} semestre 2012 dans le coût des immobilisations du domaine concédé avant leur mise en service s'élèvent à 35,0 millions d'euros (59,4 millions d'euros pour l'année 2011).

Les immobilisations incorporelles en cours du domaine concédé s'élèvent à 2 244,0 millions d'euros au 30 juin 2012 (1 970,2 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les principales caractéristiques des contrats de concession relevant du modèle incorporel sont mentionnées dans la note D. " Note sur les principales caractéristiques des contrats de concession " du rapport financier annuel consolidé 2011. Les principaux engagements rattachés à ces contrats sont mentionnés en note F.17. " Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession " du présent rapport.

E.7. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Avances et encours sur Immobilisations corporelles du domaine concédé	Subventions d'investissements sur immobilisations corporelles du domaine concédé	Autres immobilisations corporelles	Subventions d'investissements autres	Total
Valeur brute						
Au 31/12/2011	1 947,6	190,3	(5,5)	7,5	(0,1)	2 139,8
Au 30/06/2012	1 943,2	254,5	(6,7)	8,0	(0,1)	2 198,9
Amortissements						
Au 31/12/2011	1 363,0	0,0	(5,2)	6,6	0,0	1 364,4
Au 30/06/2012	1 362,0	0,0	(5,6)	6,7	0,0	1 363,1
Valeur nette						
Au 31/12/2011	584,6	190,3	(0,3)	0,9	(0,1)	775,4
Au 30/06/2012	581,2	254,5	(1,1)	1,3	(0,1)	835,8

Les immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours non mises en service pour 254,5 millions d'euros au 30 juin 2012 (190,3 millions d'euros au 31 décembre 2011).

E.8. Participations dans les sociétés mises en équivalence

E.8.1. Variation au cours de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Valeur des titres en début d'exercice	13,2	5,7
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	1,3	5,6
Dividendes distribués		
Variation de périmètre et écarts de conversion ^(*)	0,2	3,3
Reclassement en provisions pour risque des quotes-parts de mise en équivalence négative		(1,4)
Valeur des titres en fin d'exercice	14,7	13,2

^(*) Suite à l'augmentation de capital de la société Transjamaican Highway intervenue en 2011.

E.8.2. Informations financières sur les sociétés mises en équivalence

Les participations concernant les sociétés mises en équivalence s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012		31/12/2011	
	Transjamaican Highway	Axxès	Transjamaican Highway	Axxès
% de détention	12,6 %	35,5 %	12,6 %	35,5 %
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires	1,7	163,3	3,2	298,6
Résultat opérationnel	0,8	0,8	5,2	1,8
Résultat net	0,7	0,6	4,9	1,3
Valeur des titres mis en équivalence				
Valeur nette des titres dans les comptes sociaux	6,2	2,7	6,2	2,7
Coût des titres dans les comptes sociaux	6,2	2,7	6,2	2,7
Bilan				
Actifs non courants	33,9	1,5	28,0	1,3
Actifs courants	1,8	121,0	2,3	93,9
Capitaux propres	9,0	5,8	8,1	5,2
Passifs non courants	25,7	0,1	21,4	1,8
Passifs courants	1,0	116,6	0,8	88,2
Endettement financier net	(24,2)	25,2	(19,3)	23,6

E.9. Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Titres de participation évalués à la juste valeur	3,7	4,2
Titres de participation non cotés	0,5	0,6
Actifs disponibles à la vente bruts	4,2	4,8
Dépréciation		
Actifs disponibles à la vente nets	4,2	4,8
Prêts et créances au coût amorti	7,8	7,8
Total	12,0	12,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	486,1	350,2
Autres actifs financiers et juste valeur des produits dérivés actifs non courants	498,1	362,8

(*) Voir note E. 15. " Informations relatives à la gestion des risques financiers ".

Les actifs disponibles à la vente s'élèvent à 4,2 millions d'euros au 30 juin 2012 (4,8 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ils concernent des titres de participation cotés pour 3,7 millions d'euros et des titres de participation non cotés pour 0,5 million d'euros dans les filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par le Groupe.

Les prêts à long terme et autres créances, évalués au coût amorti, s'élèvent à 7,8 millions d'euros au 30 juin 2012, inchangés par rapport au 31 décembre 2011. Ils comprennent principalement des prêts correspondant à la participation des sociétés à l'effort construction.

La juste valeur des produits dérivés actifs non courants fait partie intégrante de l'endettement financier net (voir note E.14. " Informations relatives à l'endettement financier net ").

E.10. Capitaux propres (hors paiement en actions)

E.10.1. Actions

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002 (voir note D.5. " Résultat par action ").

E.10.2. Opérations constatées directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent par nature d'instruments financiers les mouvements sur ces éléments après impôts :

<i>(en millions d'euros)</i>		30/06/2012	31/12/2011
Actifs financiers disponibles à la vente			
Réserve à l'ouverture		0,9	0,8
Variations de juste valeur de la période		(0,5)	0,1
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	I	0,4	0,9
Couverture de flux de trésorerie			
Réserve à l'ouverture		(215,1)	(148,1)
Variations de juste valeur de la période		(53,1)	(81,1)
Éléments de juste valeur constatés en résultat		8,9	14,1
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	II	(259,3)	(215,1)
Réserve brute totale avant effet d'impôt à la clôture	I + II	(258,9)	(214,2)
Effet impôt associé		89,4	74,2
Réserve nette d'impôt		(169,5)	(140,0)

Les variations de juste valeur relatives aux opérations de couverture de flux de trésorerie inscrites en capitaux propres concernent principalement la couverture d'émissions d'emprunts futurs (mise en place de swap de taux d'intérêts à départ décalé). Ces opérations sont décrites en note C.16.1.3. " Description des opérations de couverture de flux de trésorerie " du rapport financier annuel consolidé 2011.

E.10.3. Dividendes

ASF a procédé au versement en mai 2012 d'un dividende de 55,4 millions d'euros correspondant à la majeure partie des réserves et du résultat distribuables.

Les dividendes versés au titre des exercices 2011 et 2010 s'analysent de la façon suivante :

	2011	2010
Acomptes sur dividende		
(versés au 4 ^e trimestre 2011 au titre de 2011)		
(versé en septembre 2010 au titre de 2010)		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (I)	859,3	247,1
Par action <i>(en euros)</i>	3,72	1,07
Solde du dividende distribué		
(versé en mai 2012 au titre de 2011)		
(versé en mai 2011 au titre de 2010)		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (II)	55,4	471,2
Par action <i>(en euros)</i>	0,24	2,04
Dividende net global attribué à chaque action		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (I) + (II)	914,7	718,3
Par action en euros	3,96	3,11

E.10.4. Intérêts minoritaires

Aucune acquisition d'intérêts minoritaires n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2012.

E.11. Paiement en actions

Avantages en actions consentis par VINCI aux salariés du Groupe ASF

Depuis l'acquisition du Groupe ASF par VINCI au mois de mars 2006, les salariés d'ASF et d'Escota bénéficient régulièrement de plans d'options d'achat, de plans d'options de souscription, de plans d'actions de performance et du plan d'épargne groupe octroyés par la société mère VINCI.

La charge globale comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2012 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,9 million d'euros (1,5 million d'euros au 1^{er} semestre 2011) dont 0,1 million d'euros au titre du plan d'épargne groupe (0,6 million d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Concernant le plan d'épargne groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'Assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport à une moyenne sur 20 jours de cours de bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement versé par leur entreprise plafonné à 3 500 euros par personne et par an. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : 4 mois ;
- durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription.

E.12. Provisions non courantes

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Provisions pour engagements de retraite	E.12.1.	38,6	35,9
Autres provisions non courantes	E.12.2.	46,8	48,9
Total		85,4	84,8

E.12.1. Provisions pour engagements de retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent au 30 juin 2012 à 39,3 millions d'euros (dont 38,6 millions d'euros à plus d'un an) à comparer à 36,8 millions d'euros au 31 décembre 2011 (dont 35,9 millions d'euros à plus d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaire. La part à moins d'un an de ces provisions, de 0,7 million d'euros au 30 juin 2012 à comparer à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2011, est présentée au bilan en autres passifs courants.

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2012 au titre des engagements de retraite est égale à 50 % de la charge projetée pour l'exercice 2012 déterminée sur la base d'hypothèses actuarielles au 31 décembre 2011.

E.12.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2012 et de l'exercice 2011, les autres provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant et divers	Clôture
01/01/2011	59,0	12,3	(11,5)	(4,7)	0,4	55,5
Autres avantages au personnel	56,7	2,2	(8,0)		0,3	51,2
Autres risques	17,6	6,8	(0,6)	(4,3)	(1,3)	18,2
Actualisation provisions non courantes	(1,2)	(0,2)				(1,4)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(17,6)				(1,5)	(19,1)
31/12/2011	55,5	8,8	(8,6)	(4,3)	(2,5)	48,9
Autres avantages au personnel	51,2	3,0	(6,1)			48,1
Autres risques	18,2	0,6	(0,9)	(0,3)		17,6
Actualisation provisions non courantes	(1,4)					(1,4)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(19,1)				1,6	(17,5)
30/06/2012	48,9	3,6	(7,0)	(0,3)	1,6	46,8

E.13. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

E.13.1. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011	Variations 30/06/2012 - 31/12/2011	
				Variations du BFR liées à l'activité	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	9,4	9,6	9,4		
Clients	239,6	214,8	232,4	7,2	
Autres actifs courants d'exploitation	137,8	127,3	157,6	(19,8)	
Stocks et créances d'exploitation (I)	386,8	351,7	399,4	(12,6)	
Fournisseurs	(63,5)	(58,7)	(67,9)	4,4	
Autres passifs courants d'exploitation	(337,4)	(355,9)	(341,2)	3,8	
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	(400,9)	(414,6)	(409,1)	8,2	
Besoin en fonds de roulement (hors provisions courantes) (I + II)	(14,1)	(62,9)	(9,7)	(4,4)	
Provisions courantes	(352,4)	(352,2)	(351,7)	8,6	(9,3)
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>(10,6)</i>	<i>(9,6)</i>	<i>(11,2)</i>	<i>0,6</i>	
Besoin en fonds de roulement (y compris provisions courantes)	(366,5)	(415,1)	(361,4)	4,2	(9,3)

E.13.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2012 et de l'exercice 2011, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant et divers	Clôture
01/01/2011	356,4	66,3	(58,3)	(4,8)	(0,3)	359,3
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	342,8	49,1	(52,4)	(6,5)		333,0
Restructuration	0,7		(0,7)			0,0
Autres risques courants	7,5	2,0	(1,3)	(2,0)	1,3	7,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	8,3				2,9	11,2
31/12/2011	359,3	51,1	(54,4)	(8,5)	4,2	351,7
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	333,0	26,6	(21,9)	(3,4)		334,3
Restructuration	0,0					0,0
Autres risques courants	7,5					7,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	11,2				(0,6)	10,6
30/06/2012	351,7	26,6	(21,9)	(3,4)	(0,6)	352,4

Les provisions courantes (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) sont rattachées directement au cycle d'exploitation et concernent majoritairement les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

Les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés couvrent principalement les dépenses effectuées par ASF et Escota pour la réparation des chaussées (tapis de surface...), des ouvrages d'art et des ouvrages hydrauliques. Ces provisions concernent ASF pour 281,9 millions d'euros au 30 juin 2012 (282,5 millions d'euros au 31 décembre 2011) et Escota pour 52,4 millions d'euros au 30 juin 2012 (50,5 millions d'euros au 31 décembre 2011).

E.14. Informations relatives à l'endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

Catégories comptables <i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012					31/12/2011				
	Non courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total	Non courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total
Passifs évalués aux coûts amortis										
Emprunts obligataires	(4 799,9)	(1)	(142,1)	(3)	(4 942,0)	(4 614,2)	(1)	(137,2)	(3)	(4 751,4)
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	(4 848,4)	(2)	(971,9)	(3)	(5 820,3)	(5 302,5)	(2)	(554,7)	(3)	(5 857,2)
Dettes financières long terme (**)	(9 648,3)		(1 114,0)		(10 762,3)	(9 916,7)		(691,9)		(10 608,6)
Autres dettes financières courantes			(960,0)	(3)	(960,0)			(1 030,4)	(3)	(1 030,4)
Découverts bancaires			(0,5)	(7)	(0,5)					
Comptes courants financiers passifs										
I – Dettes financières brutes	(9 648,3)		(2 074,5)		(11 722,8)	(9 916,7)		(1 722,3)		(11 639,0)
<i>dont : Incidence des couvertures de juste valeurs</i>	<i>(480,9)</i>				<i>(480,9)</i>	<i>(345,7)</i>				<i>(345,7)</i>
Prêts et créances										
Comptes courants financiers actifs										
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur)										
Actifs financiers de gestion de trésorerie			0,1	(6)	0,1			0,2	(6)	0,2
Équivalents de trésorerie			14,2	(7)	14,2			27,2	(7)	27,2
Disponibilités			27,9	(7)	27,9			41,4	(7)	41,4
II – Actifs financiers			42,2		42,2			68,8		68,8
Dérivés										
Instruments dérivés passifs	(152,9)	(4)	(37,5)	(5)	(190,4)	(105,6)	(4)	(29,2)	(5)	(134,8)
Instruments dérivés actifs	486,1	(8)	93,5	(9)	579,6	350,2	(8)	81,1	(9)	431,3
III – Instruments dérivés	333,2		56,0		389,2	244,6		51,9		296,5
Endettement financier net (I + II + III)	(9 315,1)		(1 976,3)		(11 291,4)	(9 672,1)		(1 601,6)		(11 273,7)

(*) Part courante incluant les intérêts courus non échus.

(**) Y compris part à moins d'un an.

Les dettes financières long terme ont augmenté de 153,7 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2012.

Cette variation provient de la combinaison entre les amortissements contractuels et les nouveaux financements dont les plus importants sont les suivants :

Émission obligataire par ASF dans le cadre de son programme EMTN

Au cours du 1^{er} semestre 2012, ASF a émis un placement privé de 50 millions d'euros le 25 juin 2012 pour une durée de 11 ans.

Remboursement d'emprunts souscrits auprès de la CNA par le Groupe ASF

Le Groupe ASF n'a pas remboursé au cours du 1^{er} semestre 2012 d'emprunts CNA.

Au 30 juin 2012, le Groupe ASF affiche un endettement financier net de 11,3 milliards d'euros (11,3 milliards d'euros au 31 décembre 2011).

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	Réf.	30/06/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires	(1)	(4 799,9)	(4 614,2)
Autres emprunts et dettes financières	(2)	(4 848,4)	(5 302,5)
Dettes financières courantes	(3)	(2 074,0)	(1 722,3)
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	(4)	(152,9)	(105,6)
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	(5)	(37,5)	(29,2)
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(6)	0,1	0,2
Disponibilités nettes et équivalents de trésorerie	(7)	41,6	68,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	(8)	486,1	350,2
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	(9)	93,5	81,1
Endettement financier net		(11 291,4)	(11 273,7)

Les instruments dérivés actifs/passifs qualifiés de couverture sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs non courants pour la part à plus d'un an et en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants pour la part à moins d'un an.

Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés au bilan en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants quelle que soit leur maturité.

E.14.1. Ressources et Liquidités

Au 30 juin 2012, le Groupe disposait d'un montant de 2 041,7 millions d'euros de ressources disponibles, dont 41,7 millions d'euros de trésorerie nette gérée et 2 milliards d'euros constitués d'une ligne de crédit bancaire à moyen terme confirmée non utilisée.

E.14.1.1. Échéancier des dettes financières et des flux d'intérêts associés

Au 30 juin 2012, la maturité moyenne de la dette totale financière moyen/long terme du Groupe est de 5,8 ans (6,3 ans au 31 décembre 2011).

E.14.1.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Équivalents de trésorerie	14,2	27,2
Valeurs mobilières de placement (OPCVM)	10,7	12,9
Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine	3,5	14,3
Disponibilités	27,9	41,4
Découverts bancaires	(0,5)	0,0
Trésorerie nette	41,6	68,6
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante	0,1	0,2
Valeurs mobilières de placement (OPCVM) (*)	0,1	
Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine		0,2
Trésorerie nette gérée	41,7	68,8

(*) Part d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie tels que définis par la norme IAS 7.

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires et des titres de créances négociables (bons de caisse notamment). Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces actifs financiers ("équivalents de trésorerie" et "actifs financiers de gestion de trésorerie") sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

E.14.1.3. Lignes de crédit revolving

ASF dispose d'une ligne de crédit bancaire syndiquée d'un montant de 2 milliards d'euros à échéance décembre 2013 assortie de covenants financiers (voir note C.15.2.4. "Covenants financiers" du rapport financier annuel consolidé 2011).

Au 30 juin 2012, la ligne de crédit décrite ci-dessus n'était pas utilisée.

Le montant autorisé et utilisé et le profil de maturité de la ligne de crédit revolving d'ASF au 30 juin 2012, sont les suivants :

(en millions d'euros)	Utilisation au 30/06/2012	Autorisation au 30/06/2012	Échéance		
			< 1 an	de 1 à 5 ans	au-delà de 5 ans
Ligne de crédit revolving		2 000		2 000	
Total		2 000		2 000	

ASF dispose également d'une ligne de crédit d'1,5 milliard d'euros avec VINCI, à échéance août 2012, et utilisée à hauteur de 960 millions d'euros au 30 juin 2012.

E.14.2. Covenants financiers

Certains contrats de financement comportent des clauses de défaut en cas de non-respect des ratios financiers décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2011 en note C.15.2.4. "Covenants financiers". Au 30 juin 2012, les ratios y afférents sont respectés.

E.14.3. Notations de crédit

Le Groupe dispose des notations suivantes au 30 juin 2012 :

Agence	Notation		
	Long terme	Perspective	Court terme
Standard & Poor's	BBB+	Stable	A2
Moody's	Baa1	Stable	P2

E.15. Informations relatives à la gestion des risques financiers

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le Groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport financier annuel consolidé 2011 en note C.16. "Informations relatives à la gestion des risques financiers". Les opérations de mise en place ou de dénouement d'instruments de couverture réalisées pendant la période ne remettent pas significativement en cause l'exposition du Groupe aux risques financiers potentiels sur le premier semestre 2012. Les principaux risques (risques de taux d'intérêt, risques de change et risques de crédit et de contrepartie) sont décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2011 respectivement en notes C.16.1., C.16.2. et C.16.3.

F. Autres notes

F.16. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- les opérations avec la société VINCI et les sociétés contrôlées par VINCI (ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché).

Au 1^{er} semestre 2012, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2011 (ces dernières sont mentionnées en note E.19. " Transactions avec les parties liées " du rapport financier annuel consolidé 2011).

F.17. Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession

Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, ASF et Escota se sont engagées à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'elles sont destinées à exploiter, en tant que sociétés concessionnaires. Les actifs correspondants s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
ASF	1 980,4	2 253,1
Escota	240,7	176,4
Total	2 221,1	2 429,5

Ces montants ne comprennent pas les obligations relatives aux travaux de maintenance des infrastructures concédées.

Les investissements du Groupe sont financés par émissions sur le marché obligataire, par souscription de nouveaux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou par tirage sur ses lignes de crédit disponibles.

G. Note sur les litiges

La gestion des litiges, à l'exception de ceux relevant de la Direction des Ressources Humaines, est assurée par la Direction Juridique.

Le Groupe ASF est partie à un certain nombre de litiges dans le cadre de ses activités. À la connaissance de la société ASF, il n'existe pas de litige susceptible d'affecter de manière substantielle l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ASF. En outre, les litiges en cours ont fait l'objet, le cas échéant et compte tenu des couvertures d'assurance, de provisions pour des montants que la société estime suffisants en l'état actuel des dossiers correspondants.

H. Événements postérieurs à la clôture

Versement d'un acompte sur dividende

Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers résumés semestriels consolidés au 30 juin 2012, le 27 juillet 2012 et décidé de verser un acompte sur dividende de 131 657 460,57 euros, soit pour chacune des 230 978 001 actions composant le capital social, un dividende de 0,57 euro, à valoir sur le dividende qui sera distribué au titre de l'exercice 2012 en cours.

Rapport annuel d'exécution

Le rapport annuel d'exécution du cahier des charges de la concession et du contrat de plan des sociétés ASF et Escota pour l'année 2011 a été remis au mois de juin 2012 à la Direction des Infrastructures de Transport. Les sociétés satisfont à l'ensemble de leurs engagements.

Émission obligataire par ASF dans le cadre de son programme EMTN

ASF a émis un placement privé dans le cadre de son programme EMTN le 2 juillet 2012 pour un montant de 50 millions d'euros pour une durée de 12 ans.

Ligne de crédit

ASF a renouvelé avec VINCI, pour une durée de 5 ans, sa ligne de crédit revolver interne pour un montant porté à 2 milliards d'euros.

ASF a également finalisé les négociations avec ses banques en vue du refinancement anticipé de sa ligne de crédit bancaire à échéance décembre 2013. Le nouveau crédit syndiqué d'un montant de 1,785 milliard d'euros est d'une durée de 5 ans.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Autoroutes du Sud de la France (ASF)

Société Anonyme
Siège social : 9, place de l'Europe
92851 Rueil-Malmaison Cedex
France
Capital social : 29 343 640,56 euros

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Les Commissaires aux Comptes

Biarritz, le 27 juillet 2012

Deloitte & Associés

Mansour Belhiba

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
Patrick-Hubert Petit

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

Responsable du Rapport financier semestriel

Pierre Coppey, Président Directeur Général d'ASF SA

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Rueil-Malmaison, le 27 juillet 2012

Pierre Coppey

Président Directeur Général



Ce document a été imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier recyclable, exempt de chlore élémentaire, certifié PEFC, à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.

Conception & réalisation  **Labrador** +33 (0)1 53 06 30 80

Crédit photo : Photothèque ASF / Jean-Philippe Moulet - A10 - À proximité de Saintes (Charente-Maritime)
RCS ASF Nanterre 572 139 996

ASF

Siège social
9, place de l'Europe
92851 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 72 71 90 00
www.asf.fr